

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de BALG Ariane

Dossiers n° N° RG 20/00904 et 20/00903

N° Portalis DBYB-W-B7E-MXMV

Minute n° : 20/00167

**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 15 Août 2020 à 11 H15

Nous, Ariane BALG, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Alexandra YTHIER, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français sans délai assortie d'une interdiction de retour d'un an émis par le préfet de l'Hérault le 13 août 2020 à l'encontre de ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 13 Août 2020 à l'encontre de :

notifiée à l'intéressé le 14 Août 2020 à 9h34 ;

Vu la requête de n contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 14 août 2020 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le 14 août 2020 à 16h07 ;

Vu la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** en date du 14 Août 2020 reçue et enregistrée le 14 Août 2020 à 16h28 tendant à la prolongation de la rétention de dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**;

en présence de Monsieur TRISSIA Mohamed interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître Chloé PION RICCIO, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

DEROULEMENT DES DEBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

L'avocat du retenu conteste la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés, sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :

déclare : si je dois quitter la France je partirais depuis que je suis arrivé ici je passe que du temps en prison, et en Espagne il y a le problème du à la crise sanitaire; je quitterais la France je ne resterais pas ici ;

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond : il y a une impossibilité de reconduite, l'Algérie a fermé ses frontières. Je soutiens que la demande de rétention est infondée.

Sur son état de santé, il n'a pas d'éléments, ni de pièces médicales, mais il a de l'asthme, il a des douleurs pulmonaires et il a été vu par un médecin

déclare je suis dans un état de santé lamentable mon estomac est enflé je n'arrive même pas à manger je n'arrive qu'à fumer mais pas à manger. J'ai déjà subi 7 opérations;

MOTIFS DE LA DÉCISION

I- SUR LA RÉGULARITÉ DE LA DÉCISION DE PLACEMENT EN RÉTENTION

Attendu que la requête de l'intéressé est recevable en application de l'article L.552-10-1 du CESEDA en ce qu'elle a été transmise au greffe du tribunal avant expiration du délai de quarante-huit heures à compter de la notification de la décision de placement en rétention et qu'elle est motivée, datée, signée et accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles ;

Attendu que la décision de placement en rétention est régulière;

II- SUR LA PROLONGATION DE LA MESURE DE RÉTENTION

Attendu que la requête de l'autorité administrative est motivée, datée, signée et accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles dont la copie du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA ;

Sur la régularité de la procédure

Attendu que les autorités françaises ont saisi le 19 février 2020 les autorités algériennes concernant aux fins de procéder à sa reconnaissance; qu'à ce jour, aucune suite n'a été donnée à cette demande;

Attendu que l'autorité administrative indique avoir saisi le consulat de l'Algérie aux fins d'obtenir la délivrance d'un laissez-passer consulaire sans en justifier, se limitant à affirmer être dans l'impossibilité matérielle d'en obtenir la délivrance;

Attendu que la situation épidémiologique mondiale COVID 19 entraîne depuis le début de la crise sanitaire la suspension du traitement des demandes de laissez-passer consulaires et qu'à ce jour aucun vol à destination de l'Algérie et en provenance de France n'est organisé, l'Etat algérien ayant pris la décision du maintien de la fermeture de ses frontières terrestres, maritimes et aériennes jusqu'à la fin de la pandémie Covid-19;

Attendu que les critères de prolongation de la rétention sont réunis au regard de l'article L. 552-7 du CESEDA puisque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé;

Attendu, toutefois, que l'article L. 554-1 du CESEDA dispose qu'un étranger ne peut être placé

ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ ;

Attendu qu'au cas présent, dans le contexte d'incertitude tenant à l'évolution de la pandémie et des mesures de précaution sanitaires prises par l'Algérie, la perspective d'un départ de destination de l'Algérie dans le délai légal de la rétention apparaît improbable;

Attendu qu'il convient, en conséquence, de rejeter la demande de prolongation de la rétention du préfet de l'Hérault.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

I- SUR LA RÉGULARITÉ DE LA DÉCISION DE PLACEMENT EN RETENTION

DÉCLARONS recevable la requête de ;

DÉCLARONS la décision prononcée à l'encontre de régulière ;

REJETONS la requête en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative formée par **M. X se disant DEWICH Mourad** ;

II- SUR LA PROLONGATION DE LA MESURE DE RETENTION

DÉCLARONS la procédure régulière ;

REJETONS la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

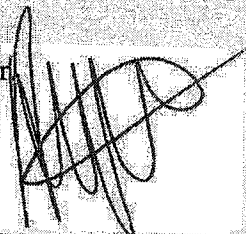
INFORMONS que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 15 Août 2020 à 12 h 15 .

Le greffier



Le juge des libertés et de la détention,

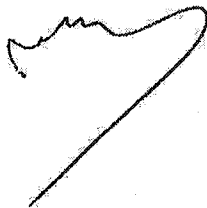


Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 15 Août 2020 :

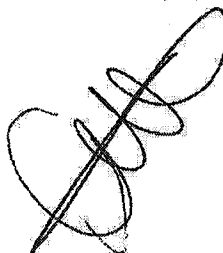
L'intéressé,



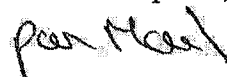
L'interprète,



L'avocat du retenu,



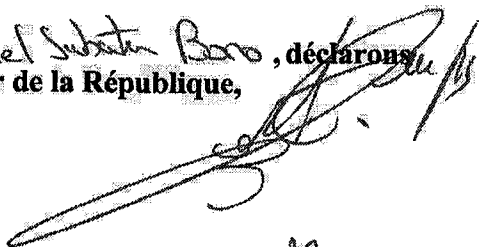
Le représentant du préfet,



Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 15 Août 2020 à 12 h 20
Le greffier,



Nous, Lionel Subatan Boro, déclarons
Le procureur de la République,



interjeter appel de la présente décision,

Constatons que le 15 Août 2020 à 12 h 30, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,

